

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Convention collective

IDCC : 9011 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES (Ain)**
(8 décembre 1999)

(Étendue par arrêté du 25 mai 2000,
Journal officiel du 7 juin 2000)

Avenant n° 24 du 15 septembre 2020

NOR : AGRS2197024M

IDCC : 9011

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Fédération départementale des CUMA ;
Fédération nationale des producteurs horticoles et pépiniéristes de l'Ain ;
Syndicat des entrepreneurs de territoire de l'Ain,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat des salariés agricoles FO de l'Ain ;
Syndicat des salariés agricoles CFDT de l'Ain,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 25 « Valeur des salaires » de la convention collective est modifié dans les conditions suivantes, à partir du 1^{er} septembre 2020 :

(En euros.)

Classification	Salaire horaire	Salaire brut mensuel (pour 151,67 heures)
Niveau I, échelon 1	10,15	1 539,45
Niveau I, échelon 2	10,23	1 551,58
Niveau II, échelon 1	10,39	1 575,85
Niveau II, échelon 2	10,62	1 610,73
Niveau III, échelon 1	10,87	1 648,50
Niveau III, échelon 2	11,08	1 680,50

Classification	Salaire horaire	Salaire brut mensuel (pour 151,67 heures)
Niveau IV, échelon 1	11,73	1 779,08
Niveau IV, échelon 2	12,03	1 824,59
TAM, niveau I	12,62	1 914,07
TAM, niveau II	13,05	1 979,29

Article 2

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la convention collective des salariés agricoles de l'Ain couvre majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessus énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises. Par ailleurs, les modifications apportées à cette convention sont d'ordre général et s'imposent de manière uniforme quelle que soit la taille des établissements concernés.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 15 septembre 2020.

(Suivent les signatures.)